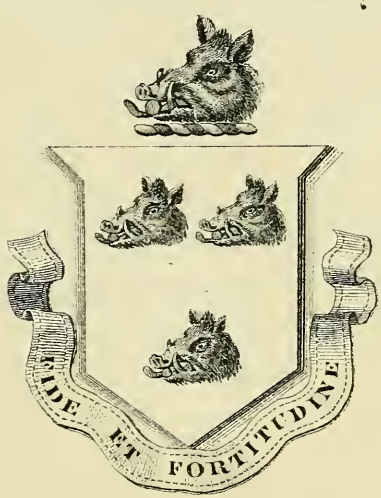
Accessions
159,815

Shelf No.
XG.3656.20

Barton Library.



Thomas Pennant Barton.

Boston Public Library.
Received May, 1873.
Not to be taken from the Library.

Digitized by the Internet Archive
in 2010 with funding from
Boston Public Library

http://www.archive.org/details/progrsdelarv00dill

PROGRÈS

DE

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

EN ANGLETERRE.

PAR M. l'abbé ARTHUR DILLON.

O fortunatos nimiùm sua si bona norint.

VIRGILE.

A PARIS,

Chez GATTEY, libraire au Palais-Royal.

27 avril, 1792.

AVERTISSEMENT.

Je ne connois la situation politique de l'Angleterre et les opinions de ses législateurs, que par les papiers publics. Je ne sais pas jusqu'à quel point ils sont exacts. MM. Fox et Shéridan n'ont guères que les mêmes données pour prononcer sur les affaires de France. Il seroit donc très-possible que nous ne fussions, ni les uns ni les autres, placés de manière à avoir le droit de distribuer le blâme ou l'éloge.

PROGRÈS

DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

EN ANGLETERRE.

LA France n'existe plus, ni pour les Jacobins, ni pour les Feuillans, ni pour les Royalistes. Le sort des armes va décider de celui du continent. Les royaumes étrangers peuvent encore être préservés du mal qui nous déchire; mais il est presque démontré que rien ne peut guérir la France.

La position de l'Angleterre semble devoir la mettre à l'abri de la contagion. Fiers de leurs richesses, pleins de confiance dans leur constitution, les Anglais croyent pouvoir braver tous les efforts de la philosophie moderne, et voir avec indifférence les mouvemens qui nous agitent. Un léger examen de la situation de l'Angleterre, va peut-être nous démontrer que le mal a déja fait plus de progrès dans cette île, que par-tout ailleurs.

En dernière analyse, la source des malheurs de la France provient de l'énormité de la dette

publique, et de ce que l'on a bien voulu appeler un défaut de constitution.

La première cause du mal nous est commune avec l'Angleterre, les engagemens contractés par la nation anglaise, l'écrasent aujourd'hui.

Quant à la constitution; j'aurois l'air de prononcer un blasphême aux yeux des Anglais; mais il n'y a pas plus de constitution en Angleterre qu'il n'y en avoit en France.

Si l'on entend, par le mot de constitution, une forme de gouvernement, un code de lois qui assurent l'existence politique et la prospérité d'un empire, certes l'Angleterre a une constitution excellente, comme la France a eu la sienne, qui a fait sa force et sa gloire pendant plusieurs siècles. Mais ce n'est pas à une constitution *politique*, que les novateurs veulent soumettre le monde, ils veulent répandre sur la surface du globe leur constitution *philosophique*; et sous ce rapport, les nivelleurs ont autant de réformes à faire en Angleterre qu'en France. Combien de fois, dans nos deux Assemblées nationales, avons-nous vu traiter d'esclave le peuple anglais. Les causes de révolution sont donc communes aux deux empires; une dette accablante, et les progrès énormes que l'égalité philosophique a encore à faire chez les Anglais; voyons

quel parti les révolutionnaires peuvent tirer de ces premiers élémens.

Existe-t-il quelque connivence entre nos *régénérateurs* et les novateurs en Angleterre ? Lorsqu'on n'est pas dans la confidence des conspirateurs, il faut se hâter de saisir les secrets qui leur échappent. Le bavardage du siècle sert également pour l'attaque et la défense.

En citant ici le dernier ouvrage de M. *Clavière, sur la conjuration contre les finances*, je ne crois pas étayer mon opinion de l'autorité d'un simple pamphlet, ni des idées d'un écrivain isolé. Je me sers du langage d'un homme que la grande majorité des destructeurs de la France, des nivelleurs de l'Europe, a porté dans le conseil du Roi. Ce n'est plus une théorie oiseuse dont il soit permis de se jouer ; c'est un acteur principal que les intéressés doivent surveiller. Ce qu'il a dit, il faut croire qu'il essayera de le réaliser. Ecoutons donc le ministre de France ; il va nous dévoiler les projets et les espérances des révolutionnaires, ainsi que les instructions de nos ambassadeurs.

Que veut le ministère anglais, car il ne faut le confondre, ni avec un Roi en état d'insanité, ni avec une nation qui a le bon sens de voir sa liberté dans la nôtre.

Les dissentimens actuels qui semblent agiter l'Irlande, ne tendent pas à une séparation. Il s'agit d'y rendre aux catholiques romains, leur état politique. Ils sont cinq ou six fois plus nombreux que les anglicans et les presbytériens ; et si la cour de Londres s'y oppose, ce ne peut être qu'à cause de la force que cette réintégration donnera au parti qui poursuit, en Irlande, une représentation populaire plus égale. Un semblable parti existe en Angleterre ; son triomphe ne sauroit tarder....

Oui, la triple alliance (de la Hollande, l'Angleterre et la France), *cette alliance naturelle, intéressante pour le bonheur général, est préparée par le vœu des deux nations.*

Elles se recherchent depuis la révolution. Si l'une et l'autre choisissoient leurs ministres, déja des cris d'allégresse auroient été entendus d'un rivage à l'autre, pour célébrer l'union la plus sage que l'esprit humain puisse concevoir.

Aussi le non succès des premières tentatives, ne sauroit en empêcher le bon effet. On verra d'où naissent les obstacles : la discussion publique s'établira ; on distinguera, de la volonté nationale, les préjugés, les intrigues de la vieille diplomatie.

Les tentatives seront contre-carrées ; mais leur publicité en amènera le succès. La publicité vaut mieux que toutes les jongleries mystérieuses, dont l'art des négociations est composé. Eh! qu'importe, après tout, le refus du cabinet de Saint-James ? C'est au peuple anglais que la proposition s'adresse. On sait qu'il n'est pas maître des formes ; mais que s'il est derrière l'opposition, favorable au traité, les obstacles ne tarderont pas à s'aplanir. (CONJURATION CONTRE LES FINANCES, PAR M. CLAVIÈRE).

Le gouvernement anglais n'est rien pour nos révolutionnaires ; c'est au peuple qu'ils s'adressent ; c'est dans le parti de l'opposition qu'ils mettent toutes leurs espérances. Voyons jusqu'à quel point les membres de cette opposition justifient leur confiance.

Il faut d'abord fixer son attention sur les débats de la chambre des communes, du 2 avril, relativement à l'abolition de la traite des Nègres. M. *Dundas* propose un mode d'abolition graduelle, dans lequel il cherche à concilier les droits des propriétaires dans les colonies avec les avantages que l'on veut assurer aux habitans des côtes de l'Afrique. Le coriphée de l'opposition s'élève contre cette sage proposition, et s'abandonne à un accès de délire philosophique, que le rédac-

teur du *Morning-Chronicle* appelle chaleur et vigueur d'éloquence..... *Je sais, s'écrie M. Fox, combien il est facile de perdre la faveur du peuple, lorsque l'on renonce à la modération; mais je ne puis adopter aucune modération sur cet objet. Je me rappelle un passage de la vie de* CICÉRON *par* MIDDLETON, *qui peint exactement ma pensée sur la modération appliquée au commerce des esclaves. -- Un homme peut, au milieu des ténèbres de la nuit, enfoncer la porte d'une maison pour y commettre un vol; il peut égorger le père, la mère, les enfans, les domestiques. -- Mais, dit le passage en question, tout cela peut être fait avec modération. En raisonnant ainsi, nous pouvons de même continuer notre commerce : nous pouvons voler, piller, diviser, massacrer, et dépeupler un pays entier avec modération. -- Non, je n'adopte aucune modération.* (MORNING-CHRONICLE, 3, 1792).

Si M. Fox n'avoit à prononcer que sur le sort des Africains seuls, je ne sais pas si l'on pourroit encore lui pardonner son zèle immodéré. Rien ne me paroît plus effrayant qu'un législateur qui veut faire même le bien sans modération. C'est l'apanage de l'infaillibilité, qu'aucun mortel ne peut s'attribuer. Dieu même, en créant le monde, semble s'être soumis aux lois de la modération.

Il pouvoit, d'un simple mouvement de sa volonté organiser la terre et les cieux; il employa sept jours à consommer ce grand ouvrage; et cependant il ne s'agissoit que d'une opération utile à toute la nature, celle de débrouiller le cahos.

Mais si le sort de toutes les colonies anglaises, dépend du parti que M. Fox propose de prendre sur la traite des Nègres, il semble que les Anglais ont droit d'exiger quelque modération de la part de leur législateur. D'après M. Fox, il paroît qu'il vaut mieux répandre le mal sur la terre avec profusion, que d'y produire le bien avec modération; qu'il vaut mieux anéantir tout-à-coup toutes les propriétés des Colons, porter sans ménagement, dans leurs familles, la ruine, le deshonneur et le désespoir, plutôt que de rendre avec modération, aux habitans des côtes de l'Afrique, les bienfaits d'une liberté problêmatique. C'est ainsi que les législateurs de France ont décidé du sort de nos colonies. Sans doute les gémissemens des infortunés Colons ne se sont pas élevés jusqu'au cœur de l'orateur anglais. Il n'a pas lu, écrite en lettres de sang, sur les débris de nos habitations, cette sage maxime qui devroit toujours être présente à l'esprit de l'homme d'état : législateur, sois

modéré si tu veux que les hommes soyent humains.

Au milieu des ruines, dont l'exagération va peut-être couvrir la terre, élevons un monument à la modération! Rendons, dans la personne de M. *Dundas*, un hommage public à tous les législateurs, qui, également fidelles aux lois de la nature et de la société, savent concilier par leur sagesse le respect pour les principes du droit naturel, avec la sûreté des droits politiques. Abandonnons aux révolutionnaires qui désolent la terre, ces orateurs fougueux, qui, pour favoriser la propagation de leurs systèmes philosophiques, ne calculent ni les droits qu'ils anéantissent, ni les principes qu'ils ébranlent. Si les premiers agitateurs de la France se fussent présentés comme voulant faire le mal *sans modération*; ils eussent été moins dangereux! Par la chaleur de leurs discours, ils n'auroient jamais pu propager leur délire, et les cœurs honnêtes trompés, n'auroient pas préparé les esprits à la séduction des sophistes.

Voilà les hommes sur qui les révolutionnaires de France comptent en Angleterre. Voilà les hommes qui se chargeront de faire, sans *modération*, le bonheur de leur pays, comme nos premiers régénérateurs l'ont entrepris en France.

Mais, me dira-t-on, il s'est trouvé dans le parlement d'Angleterre cent quarante-cinq hommes plus amis de la modération que M. Fox et ses partisans. Cela est vrai; aussi ce n'est pas avec ce parlement-là qu'on se propose de régénérer l'Angleterre. Il faut appeller à la représentation populaire des hommes qui ayent moins d'intérêt à la modération dans la confection des lois, et c'est la seconde attaque que les novateurs ont essayée contre leur patrie.

Cessons de nous abuser. Les récits du passé forment l'histoire de l'avenir, l'expérience n'est que de la mémoire. Il suffit d'avoir vécu pour pour connoître le cœur humain, et fixer ses principes en politique. Quatre années de révolutions valent mieux que cinquante ans de méditations. C'est dans ces temps orageux que l'homme se montre dans toute sa laideur, que le crime développe toute son audace, et la vertu toute sa foiblesse.

Le sort de la France menace l'Europe entière. Le plus simple changement dans la représentation populaire, cette réclamation peut-être la plus juste, selon les lois de la nature, doit bouleverser les sociétés. Qu'on ne m'oppose pas les lumières qu'a déja répandu en Angleterre un siècle de liberté; la confiance qu'on doit avoir

dans le caractère national. Il y a une classe d'homme qui ne s'éclaire jamais, et il existe un caractère plus universel que le caractère national, c'est le caractère humain. Par-tout où il y a des grands et des petits, des riches et des pauvres, ou plutôt, par-tout où il y a des hommes, vous trouverez de l'ambition, de l'orgueil, de l'avidité, des talens, de la sottise et de la scélératesse; voilà les élémens d'une révolution. Le germe en est placé dans le cœur de l'homme, et l'art des agitateurs consiste à le développer avec énergie.

Après ces courtes réflexions, écoutons M. *Sheridan*, le second orateur de l'opposition, parlant dans la séance du 18 avril, et proposant de réformer la représentation parlementaire dans les bourgs d'Ecosse.

L'on m'a souvent répondu que la représentation populaire étoit soumise en Angleterre aux mêmes abus qu'en Ecosse. Mais est-ce une raison pour ne rendre justice, ni à l'un ni à l'autre de ces deux pays; est-il juste de repousser leurs réclamations, parce que l'oppression leur est commune?..... C'est aujourd'hui une espèce de mode que de rejeter tout ce qui a rapport à quelque réforme. Ce système est poussé au point de devenir un principe favorable à toute espèce d'oppression, et il repose sur des dispositions

qui semblent repousser tout ce qui offre l'apparence de réforme. On propage l'opinion que la réforme conduit à l'innovation, l'innovation à la révolution, la révolution à l'anarchie et au désordre, et qu'en conséquence, aucune porte ne doit être ouverte à la réforme. Tout homme qui connoît l'esprit de la constitution anglaise, doit rejeter ces principes. Le premier avantage de notre constitution est de renfermer en elle un principe de réforme; et tout ce qu'elle offre de beau, nous l'avons arraché aux tyrans, et soustrait aux usurpations du despotisme. On ajoute que l'exemple de la révolution qui s'est opérée en France, doit aujourd'hui nous faire envisager avec terreur toute idée de réforme. Il a été un temps où quelques personnes pensoient qu'on ne devoit pas même se permettre la moindre allusion sur la révolution française; qu'il étoit dangereux et presqu'indécent d'en faire mention. Ce temps n'est plus; et nous n'avons pas de choix à faire sur cet objet. La révolution française est un événement parfaitement connu dans toutes les classes de la société. Elle fait partie des méditations de nos savans; elle est le sujet de toutes nos conversations, nos théâtres en rappellent les principaux événemens, et les airs qu'elle a consacré, font le charme de nos concerts. Ce n'est plus un

objet à craindre, elle n'offre aux esprits sages et calmes qu'une seule question à résoudre : quel avantage peut-on en retirer ?

A l'égard de la révolution en elle-même, et de la paix qu'elle a assurée à l'Angleterre, il n'existe qu'un sentiment, celui de l'enthousiasme et de la joie qu'inspire la destruction du despotisme en France, le plus grand ennemi qu'ait jamais eu l'Angleterre..... Bientôt nous éprouverons, et déja même nous avons ressenti les heureux effets de la révolution française. L'assemblée nationale de France est le plus utile comité de contribution que l'Angleterre ait jamais eu.... En nous assurant la tranquillité au-dehors, la révolution française nous donne la facilité de jeter nos regards sur les abus de notre gouvernement intérieur, et de n'être ni entraînés par la crainte dans une dangereuse condescendance pour les réclamations populaires, ni trop faciles à céder aux terreurs des esprits timides qui redoutent le danger des innovations. Voilà le moment le plus favorable pour corriger les abus.

Mais l'opinion de quelques-uns des hommes les plus modérés et les plus instruits de l'Angleterre est que l'assemblée nationale de France a établi quelques principes destructeurs des vrais principes d'une liberté bien ordonnée. A cela je

répondrai seulement que si l'on délayoit encore davantage les nombreux ouvrages qui paroissent tous les jours en faveur de la révolution française, toutes ces éloquentes productions se réduiroient à cette idée simple : que la destruction d'un gouvernement despotique est le plus grand acte de sagesse que puisse faire un peuple, et que le résultat nécessaire de cette opération sera que la première classe de cette société, et les hommes éclairés jouiront et possèderont réellement tous les avantages que doit naturellement leur procurer leur supériorité, tandis que la classe inférieure du peuple rentrera dans le système d'une utile industrie, qui fait la force et l'aliment d'une société bien organisée.

Mais, dit-on, cette théorie a été portée trop loin en France, tous ces principes ont été discutés en Angleterre. Il résulte donc de cette discussion même, que les excès que l'on reproche à la théorie française ne sont que l'objet d'opinions purement spéculatives, qui n'ont rien de commun avec les véritables intérêts de l'Angleterre, et auxquelles je ne répondrai que ce seul mot. Si la France, sous le règne du despotisme, avoit produit des hommes d'état capables de régénérer tout--coup un gouvernement, et un peuple assez éclairé pour se soumettre au même instant

aux devoirs et à la subordination nécessaires à une constitution libre, je n'aurois pas conçu, des vices de l'ancien gouvernement, l'opinion que j'en conserve aujourd'hui.

Le grand objet pour nous, est de nous occuper d'une réforme sage et modérée, dans un moment où rien ne peut contrarier notre marche. C'est le seul moyen d'éviter les maux que doit nécessairement entraîner une réforme opérée par la force. Car si les représentans du peuple refusent d'écouter ses réclamations, sous prétexte qu'elles menacent la prérogative de la couronne; le resultat de cette conduite sera que le peuple soupçonera ses représentans d'avoir formé une alliance trop intime avec le pouvoir royal, et le parlement, privé de sa popularité, sera enfin obligé, pour sa propre défense, de chercher, à l'ombre du trône, un abri contre la fureur populaire, et de fortifier, de toute son autorité, la place où il aura trouvé un réfuge. Dès-lors s'établira infailliblement une vraie division dans le royaume. Il est bien reconnu aujourd'hui que toutes les têtes s'occupent des affaires publiques. Un esprit de recherches s'est répandu dans toutes les classes de la société; de jour en jour, d'heure en heure, il s'accroît; l'expérience nous apprend qu'il est impossible de l'arrêter,

l'arrêter, la sagesse vous prescrit impérieusement d'en prévenir les dangers, et certes il deviendroit redoutable, si le peuple avoit quelques raisons de soupçonner que ses griefs sont traités avec mépris. La seule résolution, formée par le peuple, de se faire rendre justice, peut l'entraîner dans l'anarchie et la confusion. Si nous le laissons arriver à cette extrémité, il sera trop tard alors de nous occuper des inconvéniens que peut entraîner la réforme. Je préviens la chambre des Communes, qu'à moins qu'elle ne veuille propager l'idée, que le peuple n'obtiendra point justice, quelques pressans que puissent être ses besoins, quelques justes que puissent être ses réclamations; qu'à moins qu'elle ne veuille dire au peuple qu'il n'a réellement aucun ami dans le parlement, et que ses droits seront totalement négligés, la chambre, dis-je, doit consentir avec joie à une réforme qu'on lui demande avec tranquillité. C'est le seul moyen de rendre le peuple d'Angleterre content de sa condition. En lui prouvant qu'on est dans l'intention de satisfaire ses desirs, on l'attachera bien plus à la constitution, que par tous les éloquens discours qui ont été prononcés dans cette assemblée pour en prouver les avantages.

Ces sentimens ne sont pas ceux d'un simple

individu. Leur vérité peut être sentie par tous ceux qui m'écoutent. Je me rejouis de ce qu'ils ne sont pas seulement gravés dans les cœurs, mais adoptés comme un principe de conduite ; je me réjouis de ce que des hommes, que leur caractère, leur existence et leur fortune placent au-dessus du soupçon de pouvoir concevoir de sinistres projets ont résolu de lever un étendard, autour duquel tous ceux qui, par des moyens loyaux et constitutionnels, poursuivent le redressement de quelques griefs ou la réforme de quelques abus, puissent se rallier avec confiance. C'est la seule précaution sage à prendre pour empêcher le peuple de se mettre sous la conduite de chefs, dont l'objet seroit bien plutôt de détruire que de réformer. J'ose me flatter que ceux qui se sont chargés de cette noble entreprise, en poursuivront le succès avec la même ardeur de jeunesse, mais en même temps avec une persévérance plus ferme, que n'en a développé l'honorable membre (M. Pitt) dont cette réforme a occupé les premiers instans de la vie politique. Il faut convenir que c'est un assez mauvais compliment à faire à notre constitution, que de dire que c'est un vieux bâtiment, auquel il est impossible de toucher, sans courir risque de le renverser. Le peuple pourroit être trop disposé à regarder ce vieux édifice,

comme assez dégradé, pour ne plus valoir la peine d'être conservé. Il n'y a qu'un homme dépourvu de prudence et de mesure qui puisse refuser son suffrage à une réforme modérée. (*Morning-Chronicle, avril 27, 1792.*)

M. Shéridan demande une réforme dans la représentation populaire des bourgs d'Ecosse. En France aussi, la province du Dauphiné sollicitoit la double représentation du tiers-état; et un ministre, également funeste au royaume, et par le mal qu'il lui a fait pendant son premier ministère, et par les remèdes qu'il a voulu lui appliquer pendant le second, a osé prendre sur lui de rendre générale, pour tout l'empire, cette loi nouvelle. Qu'y a-t-il de commun, me dira-t-on, entre le doublement du tiers en France, et la proposition de M. Shéridan? Ce qu'il y a de commun? Un changement dans la représentation populaire.

Croyez-vous que la philosophie du dix-huitième siècle s'endormira au milieu de ses triomphes? Croyez-vous qu'il ne se manifestera pas en Angleterre un tiers-état jaloux et usurpateur. On nous disoit modestement en France: *Le tiers-état est tout : le tiers-état n'est rien : le tiers-état veut être quelque chose.* Langage que dictèrent l'orgueuil, le mensonge, et l'hyp-

pocrisie. *Le tiers-état est tout*, et nous avions un roi, un clergé et une noblesse. *Le tiers-état n'est rien*, et il possédoit toutes les charges lucratives de la finance et du commerce, la grande majorité de celles du clergé et de la magistrature; à la vérité, une loi âgée de six ans réservoit à la noblesse les grades militaires; mais les mœurs françaises ne l'avoient pas sanctionnée, et les cahiers en demandoient formellement la révocation. *Le tiers-état veut être quelque chose*, et il a tout envahi; il s'est emparé de tous les pouvoirs; il a anéanti, par des décrets, ce qu'il ne pouvoit se donner, et dévaste aujourd'hui, par la flamme et le pillage, tout ce qu'il n'a pu conquérir par des sophismes.

On nous proposoit, comme fait M. Shéridan, une réforme modérée, et l'on nous a donné une révolution atroce. Demandez à M. *Necker*, et aux premiers agitateurs de la France, s'ils avoient le projet d'anéantir la monarchie; de détruire toutes les propriétés; de propager l'athéisme; de corrompre la morale du peuple; de faire révolter l'armée; de soumettre enfin la France au plus cruel fléau qui puisse affliger un empire, l'impunité du crime. Nous avions aussi à la tête de nos projets de réforme, des

hommes que *leur caractère*, *leur existence* et *leur fortune* mettoient *à l'abri du soupçon*; mais *ce même peuple*, que M. Clavière voit aujourd'hui *derrière l'opposition* en Angleterre, étoit aussi derrière nos premiers réformateurs en France; ils se flattoient de diriger les réformes selon leurs idées et leurs intérêts, mais ce peuple croit aussi ses idées et ses intérêts; il a renversé ses chefs; il a rompu les digues, les flots s'agitent encore aujourd'hui avec fureur, et ceux qui les premiers ont excité la tempête, gémissent ensevelis sous l'écume impure qui borde le rivage.

Je sais que M. *Shéridan* et ses partisans me répondront : vous ne connoissez pas le peuple anglais!... Orgueil! funeste orgueil! tu perdis les anges mêmes! Quels malheurs ne dois-tu pas attirer sur la race humaine! Oui, les Anglais ont des corps sur lesquels les poisons n'opèrent pas! Les Anglais n'ont pas une jeunesse bouillante, que les idées de perfection peuvent enflammer et égarer! Les Anglais ne renferment pas dans leur sein une espèce d'hommes perdus de dettes et de débauches, qui ne voyent dans les désordres qu'un espoir de fortune ou d'influence! Les Anglais ne four-

millent pas de ces demi-penseurs, qui portent dans la politique tous les rêves de la philosophie ! Les Anglais n'ont pas chez eux des distinctions de rang et de naissance qui ofusquent la vanité des Plébéïens ! Les Anglais ne sont soumis à aucun préjugé dans la distribution des principales places de l'état ! Les Anglais, dans leurs divisions politiques, n'ont jamais adopté que le parti qui soutient la vérité ; l'ambition et la fortune n'ont jamais influé sur leur choix !

L'Angleterre ne nourrit-elle pas une populace nombreuse, qu'il est facile d'ameuter ? Quatre-vingt millions payés tous les ans pour les mandians, n'attestent-ils pas l'existence de cette dangereuse population ? Les Anglais sont-ils étrangers à toutes les passions ? et la plus violente de toutes, l'amour-propre et le désir des succès, ne se glissent-ils jamais dans l'ame d'un Anglais ? Déja M. *Shéridan* ne prend-il pas le ton de la menace, et quand le chef parle ainsi, les inférieurs ne sont-ils pas bien près d'agir ? N'avons-nous pas vu de nos jours la torche incendiaire se promener au milieu de la ville de Londres, à la voix de l'intolérance religieuse ? Le peuple est donc tout prêt à savourer le

poison de la révolution ? La philosophie saura enrôler sous ses drapeaux les mêmes hommes qu'a enflammé le fanatisme.

Laissez les chefs de l'opposition s'entourer de cette classe d'hommes devenue si dangereuse. Les révolutionnaires leur permettront de frapper les premiers coups contre la constitution ; ils leur laisseront changer la représentation populaire. Mais alors dédaignant le vol timide de leurs chefs, que retiendront encore des considérations sociales, ils prendront leur essor, et nous verrons comment une chambre des pairs résistera au choc de l'égalité philosophique ; comment un peuple chargé d'impôts excessifs, refusera de se rédimer de ses charges au dépend du riche patrimoine de l'église ; comment des tenanciers fatigués du poids des services et des redevances féodales, résisteront au desir d'en prononcer eux-mêmes l'abrogation ; comment encore les propriétaires recevront la proposition de s'enrichir de la dixme ecclésiastique. Nous verrons enfin le parti que les orateurs du peuple sauront tirer du code tyrannique des chasses.

Tous ces phénomènes ne sont pas sans exemple en Angleterre ; mais on m'objectera peut-être que des cœurs formés par la liberté,

ne renferment pas les mêmes principes que ceux déja corrompus par le despotisme ; que le peuple anglais est élevé dans le respect pour les droits sacrés de la propriété. J'accorde à ce sublime langage tout le respect qu'il mérite. Mais en bonne foi, croit-on en Angleterre que les révolutions sont faites par les honnêtes-gens ? et regarde-t-on les nouvelles lois françaises comme l'ouvrage de nos sages? Les agitateurs du peuple connoissent mieux que d'autres le faux de leur détestable théorie, et s'il étoit utile à leurs projets de développer les erreurs de leur système et l'injustice de leurs actions, personne n'en feroit une meilleure critique qu'eux. Ils n'ont pas la prétention, aux yeux des adeptes, d'agir sagement, l'intérêt de leur cause est le seule arbitre de leur conduite.

Remarquez que les deux chefs de l'opposition se présentent en Angleterre avec deux systèmes diamètralement opposés, pour attirer apparemment à eux tous les esprits. M. Fox veut faire le bien sans *modération*, M. Shéridan ne veut que des réformes modérées. Mais que des agitateurs intelligens et *bons philosophes*, se répandent dans les classes inférieures du parti, nous verrons la vivacité de l'un et la modération de l'autre, cruellement déjouées par les

raisonnemens *des groupes* et de la populace, par les carricatures patriotiques et les chansons populaires. Quand on veut conserver quelque pudeur, on ne lutte pas long-temps contre un Jacobin qui sait un peu son métier. MM. *Fox* et *Shéridan* seront plus d'une fois embarrassés de leur éloquence et de leurs principes, lorsque la tribune aux harangues sera transportée de l'abbaye de *Wesminster* dans les tavernes de *Moorfield* et de *Saint-Giles.*

Il reste encore aux Anglais l'énergie de leur caractère. Les propriétaires sauront s'armer et repousser ces audacieuses entreprises. Mais supposons que l'énergie soit commune à tous les Anglais, alors chaque parti soutiendra ses opinions et ses projets avec le même courage, et il en résultera que les projets de réforme de M. Shéridan n'auront valu à l'Angleterre qu'une cruelle guerre civile; car en résumant son discours, il n'offre en dernière analyse que cette proposition : *La liberté doit assurer à la première classe de la société et aux hommes éclairés, la jouissance et la profusion réelle de tous les avantages que doit naturellement leur procurer leur supériorité, tandis que la classe inférieure du peuple doit rentrer dans le système d'une utile industrie, qui fait la force et l'aliment d'une*

société bien organisée. D'après cette définition, tout Anglais n'est-il pas en droit de demander aujourd'hui à M. Shéridan, ce qu'il veut de plus pour l'Angleterre.

Burke! ô sage Burke! combien, dans les paisibles champs de *Beaconsfield*, tu dois trembler pour ta patrie! Ce n'est point ici une de ces motions oiseuses que chaque session voit renouveler, pour embarrasser dans leur marche les administrateurs de l'Angleterre. C'est la première tête de l'hydre de la révolution qui se montre; les serpens de la discorde vont se ranger auprès d'elle; ils sifflent dans les buissons. Cette tête paroît seule encore, et déja elle ose menacer le trône et les législateurs. Il faut plus d'un Hercule pour combattre ce monstre redoutable. Si jamais le véritable amour de la patrie a justifié une coalition inattendue, c'est celle que rendent aujourd'hui indispensable les malheurs qui menacent l'Angleterre. Que d'anciennes rivalités disparoissent devant de nouveaux dangers. Que la sagesse de Nestor offre un nouvel appui aux talens du fils d'Ulisse. Que Pitt, dont on interpelle aujourd'hui le suffrage, ait le noble courage d'avouer qu'un sage pilote ne hasarde pas, sur une mer orageuse, les mêmes manœuvres qu'il se permet-

troit sur des eaux tranquilles. Que tous les propriétaires se rallient autour des défenseurs des formes antiques ; et tout Anglais est propriétaire des bienfaits de la constitution.

Au nom de son propre bonheur, que l'Angleterre repousse avec énergie ces novateurs téméraires. Que le peuple Anglais se pénètre d'un nouveau respect pour une construction consolidée par le temps ; qu'il se méfie de ces architectes entreprenans, qui consultent plus leurs intérêts personnels que les besoins de leurs commettans. Anglais, ne trompez pas la confiance que les étrangers ont mis dans votre sagesse. Fatigués des orages, ils sont venu déposer chez vous les débris de leur fortune, comme dans le temple de la liberté; n'en faites pas l'antre de la discorde. Conservez à l'Europe, prête à s'enflammer, un pays où la liberté ne soit pas un scandale, le patriotisme une fureur, la propriété un vain mot, la raison un crime, et l'esprit un dangereux poison.

Paris, ce 27 Avril 1792.